

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.20  
7 octobre 1974

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels, portant  
sur la période du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973,  
qui ont été communiqués par les gouvernements en application de  
la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

NORVEGE

II. Loi No 34, du 5 juin 1970, portant amendement du Code civil et pénal général du 22 mai 1902 (interdiction de la discrimination raciale), etc.

Par cet amendement, on a étendu la protection contre la discrimination raciale, etc. assurée par le Code pénal pour permettre à la Norvège de ratifier la Convention de l'ONU du 21 décembre 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. (La Norvège a ratifié la Convention le 6 août 1970). L'amendement étend la portée des dispositions du Code pénal relatives aux déclarations discriminatoires, etc. En outre, une nouvelle disposition pénale a été adoptée contre la discrimination dans l'exercice de l'activité économique, par exemple, dans les hôtels, restaurants et magasins. Cette disposition concerne également l'admission dans les lieux de divertissement publics, etc., puisque les mêmes conditions doivent être appliquées à toutes les personnes admises. Les dispositions pénales visent non seulement la discrimination fondée sur la race, mais également sur la confession religieuse, la couleur ou l'origine nationale ou ethnique.

III. A. Droit au travail

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

Par la Loi du 16 juin 1972, on a réorganisé et étendu les services locaux d'inspection du travail pour en accroître l'efficacité. En conséquence, l'inspection du travail des municipalités sera remplacée par des services d'inspection locaux relevant de l'Etat. Douze services locaux d'inspection du travail (comprenant au total 68 bureaux) seront créés sur une base régionale.

A compter du 1er janvier 1973, une nouvelle disposition est venue s'ajouter à l'article 43 de la Loi sur la protection des travailleurs. En vertu de cette disposition, toute personne a droit à une pension de vieillesse après l'âge de 67 ans. Toutefois, si une personne de 67 à 70 ans souhaite continuer de travailler, elle ne peut être licenciée. Tout employé doit indiquer, si la demande lui en est faite, s'il souhaite ou non continuer de travailler au-delà de l'âge de 67 ans.

Selon la nouvelle réglementation, qui a pris effet au 1er janvier 1973, un employé qui désire continuer de travailler après l'âge de 67 ans, peut demander que l'on cherche pour lui dans l'entreprise un autre emploi mieux adapté à son âge. En vertu de cette réglementation, la même possibilité est offerte à un employé qui, soit en raison d'un accident, soit à la suite d'une maladie, a besoin d'un travail mieux adapté à son état de santé.

3. Droit à la protection contre le chômage ou le sous-emploi

Diverses mesures propres à favoriser la mobilité des travailleurs ont été mises en oeuvre à l'intention de ceux qui n'ont pas, ou qui risquent de ne pas avoir dans l'avenir proche, un emploi satisfaisant. Au 1er janvier 1971, l'assurance chômage a été incorporée dans le système d'assurance national. La Bourse du Travail offre une aide, prélevée sur le fonds d'assurance, pour l'application de mesures visant à stimuler la mobilité, par exemple des indemnités de déplacement, de déménagement, des allocations familiales et des prestations de première installation. L'incorporation des prestations de chômage dans le système d'assurance national a été suivie de la promulgation d'un décret royal, en date du 25 août 1972, instituant de nouvelles règles régissant les subventions propres à favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre. Les contributions ont été relevées en même temps.

Diverses dispositions ont été prises pour subventionner notamment les déménagements lorsque des changements structurels obligent les travailleurs à changer de domicile pour trouver un emploi suffisamment rémunérateur.

#### Le Comité des emplacements industriels

La tâche du Comité des emplacements industriels (Lokaliseringsutvalget) est fixée par la loi du 20 mars 1970. L'une des principales dispositions de la loi est l'obligation faite aux entreprises industrielles ou artisanales de rendre compte de toute installation ou agrandissement dépassant une dimension déterminée. Cette réglementation s'applique à 26 communautés des cinq principales zones urbaines. Le Comité des emplacements industriels doit conseiller les entreprises et proposer d'autres emplacements possibles; mais en dernier ressort les entreprises sont entièrement libres de choisir leur emplacement: une fois que cette orientation légale leur a été donnée.

#### Le Fonds de développement régional

Le Fonds de développement régional (Distriktenes utbyggingsfond) a été établi par la loi du 16 décembre 1960. Les règles qui s'appliquent actuellement à ce Fonds ont été approuvées le 20 août 1971. Le Fonds consent des prêts garantis pour le financement d'appoint d'investissements dans différentes activités dans les districts où l'infrastructure est peu développée. Les prêts consentis par le Fonds sont généralement des prêts d'investissement à moyen ou à long terme. Dans des cas exceptionnels, le Fonds peut acquérir des actions. Le Fonds peut en outre donner des garanties sur les prêts opérationnels. Dans ces cas particuliers, il consent directement des prêts pour la constitution d'un Fonds de roulement.

#### Assistance au titre du transport régional

Le 15 juin 1971, on a mis en route un système de subventions au transport de produits finis et semi-finis d'une certaine valeur manufacturière pour atténuer les inconvénients concurrentiels résultant du transport de ces biens sur de grandes distances. A cet effet, les régions du pays auxquelles s'applique cet arrangement ont été divisées en trois zones : nord, centre et sud. L'aide est fixée à 35, 25 et 15 % du total des frais de transport et n'est accordée que pour le transport de biens entre ces régions et des régions qui ne sont pas visées par l'arrangement. Les produits transportés doivent couvrir une distance minimum fixée d'avance. En outre, des subventions sont versées à des taux réduits s'agissant de transports à l'intérieur de la zone nord, de la zone nord vers la zone du centre et du sud, et de la zone du centre vers celle du sud.

#### 4. Droit de tous les travailleurs à une rémunération juste et favorable leur assurant, ainsi qu'à leur famille, un niveau de vie décent

Les groupes à faible revenu retiennent l'attention des autorités depuis plusieurs années. Ces groupes ont droit à des suppléments de salaire spéciaux fixés lors des négociations collectives. Le problème a été examiné récemment sur une large base. En application de l'Ordre-en-Conseil du 3 mars 1972, on a entrepris une "enquête sur les revenus faibles" devant permettre de vérifier les conditions de vie réelles des divers groupes en Norvège et d'analyser les causes des différences. Un groupe de recherche a été constitué et un Conseil, auquel participent des représentants des groupes professionnels et du Gouvernement, est chargé de le seconder.

6. Limitation raisonnable des heures de travail

La loi du 5 mai 1972 a réduit à 40 heures par semaine les heures de travail des personnes travaillant dans des équipes tournantes. Ce travail d'équipe comprend des activités qui, soit en raison de leur nature, soit en raison des conditions présentes, ne peuvent être interrompues et doivent se poursuivre pendant toute la semaine, 24 heures sur 24. Selon les dispositions de la Loi, il s'agit surtout d'industries fonctionnant continuellement et de centrales d'énergie.

B. Droit à la sécurité sociale et aux assurances sociales en cas de chômage

Par la loi du 19 juin 1970, il a été décidé que le régime d'assurance chômage serait incorporé dans le système national d'assurance à compter du 1er janvier 1971 et que la Loi du 28 mai 1959 relative à l'assurance chômage serait abrogée à cette même date. Il n'existe donc plus, depuis lors, de régime d'assurance chômage indépendant. Le transfert dans la loi d'assurance nationale et dans la loi sur l'emploi des dispositions de la loi d'assurance chômage s'est opéré, en général, sans que ces dispositions soient très sensiblement modifiées.

C. Droit à un niveau de vie suffisant

En 1972, l'Assemblée nationale a approuvé un plan unifié d'expansion des dispositions relatives à l'emploi protégé. Ce plan prévoit également la mise en place d'un programme d'expansion portant sur la période 1973-1976, lequel aura pour effet d'étendre notablement les activités dans ce domaine pendant les années à venir. Le programme souligne en outre l'importance qui s'attache au développement à titre permanent du travail protégé et notamment au travail protégé dans le secteur public.

4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

La législation introduite par la Loi du 12 mai 1972, et adoptée sous la forme d'un amendement à la Loi sur les sociétés de 1957, constitue une initiative nouvelle d'importance dans le sens de la démocratie industrielle. Cette loi fixe les conditions de la participation des employés au processus de prise de décisions dans les sociétés par actions d'une certaine taille.

Dans les sociétés de ce type qui emploient plus de 50 personnes, la majorité des employés pourra demander que le tiers des membres du Conseil d'administration, et en tout cas deux membres au moins de ce Conseil, soient élus par et parmi les employés. Dans les sociétés de plus de 200 employés, un nouvel organe sera institué : le conseil des représentants. Cet organe, composé pour un tiers de membres élus par les employés et parmi eux et pour deux tiers de membres élus par l'Assemblée générale des actionnaires exercera d'importantes fonctions. Il élira le Conseil de direction de la société et aura le pouvoir de décision finale touchant les investissements qui présentent beaucoup d'importance du point de vue des ressources de la société. Il aura le même pouvoir de décision pour toute rationalisation ou réorganisation de l'entreprise devant entraîner de grandes transformations ou redistributions de la main-d'oeuvre. L'amendement offre aussi aux employés des sociétés où il existe un Conseil des représentants la garantie que, sur leur demande, le tiers du Conseil de direction sera composé de représentants des employés. La loi est entrée en vigueur à compter du 1er janvier 1973.

Pour les entreprises qui ne sont pas organisées sous la forme de sociétés par actions et pour celles qui relèvent du secteur public, des lois seront promulguées pour assurer les mêmes droits de représentation aux travailleurs qu'elles emploient.

Un comité spécial s'occupe aussi d'introduire les mesures requises en vue de la participation directe des employés du secteur public autres que ceux des entreprises.

#### 5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement humain

Le Ministère norvégien de l'environnement a été créé en mai 1972 et chargé des responsabilités suivantes : planification coordonnée de l'utilisation des ressources en eau et en terres du pays; lutte contre la pollution et le **bruit** et élimination des déchets; conservation et protection de la nature et des monuments culturels; coordination de la recherche nationale sur l'environnement et coordination de la participation de la Norvège à la coopération internationale en matière d'environnement.

#### Législation

Une loi d'amendement à la Loi sur la construction et la planification a été promulguée en juin 1973. Elle prévoit l'adoption de la planification au niveau des comtés comme instrument principal de la réalisation des objectifs nationaux, régionaux et locaux en matière de planification.

En 1974-75, plusieurs nouvelles lois doivent être promulguées :

- une loi générale de planification, qui s'étendra à l'utilisation, à la gestion et à la mise en valeur des terres et des ressources naturelles;
- une loi générale sur la lutte contre la pollution et le bruit, laquelle remplacera les deux lois actuelles sur la pollution de l'air et de l'eau;
- une loi sur le contrôle des produits, qui portera sur la fabrication, l'utilisation et l'évacuation des produits contenant des substances dangereuses pour l'environnement.

#### D.2. Amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

Une nouvelle loi sur les marchandises inflammables a été promulguée; elle remplace en partie la loi existante de 1871 concernant les objets combustibles. Elle prendra effet le 1er janvier 1975. Une loi relative aux marchandises explosives a été promulguée et entrera en vigueur plus tard. Une réglementation est aussi à l'étude pour l'entreposage des gaz industriels et des engrais contenant du nitrate d'aluminium. On ne peut pas dire encore à quelle date cette législation entrera en vigueur.

#### E. Droit de la famille, de la mère et de l'enfant à la protection et à l'assistance

#### 4. Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre et l'espacement de leurs enfants

Depuis quelques années, il s'est manifesté dans le grand public un intérêt de plus en plus vif pour la planification de la famille.

En application des dispositions de la loi du 16 juin 1972 concernant les centres de santé et les mesures de santé à l'intention des enfants, etc., les diverses municipalités se verront garantir la base nécessaire, du point de vue du personnel qualifié et du financement, pour offrir les services voulus dans le domaine de la planification de la famille. La loi est entrée en vigueur le 1er avril 1974. Elle facilite l'intégration des services modernes de planification de la famille dans le programme de santé publique existant, particulièrement dans le cadre des activités des centres d'HMI (hygiène maternelle et infantile).

Le gouvernement a annoncé qu'il comptait présenter au Parlement un projet de loi sur l'avortement. Ce texte repose sur le principe que la décision relative à l'avortement devrait être laissée entièrement à la future mère, sous réserve de l'obligation d'entendre les vues du père. Ce droit est reconnu sans restriction pendant les douze premières semaines de la grossesse; au-delà de la douzième semaine et jusqu'à la vingt-cinquième, l'avortement ne peut être pratiqué que pour des raisons médicales, eugéniques ou sociomédicales. Il doit être pratiqué à l'hôpital ou dans une clinique. Le personnel hospitalier peut refuser sa coopération pour des motifs de conscience.

Le projet de loi fait partie d'une politique générale de la famille ayant pour objet :

- d'améliorer les services dans les garderies d'enfants;
- d'offrir un soutien accru aux célibataires ayant des enfants à charge;
- d'offrir un appui accru aux familles à faible revenu;
- de rendre les services facultatifs d'orientation plus facilement accessibles aux femmes qui souhaitent avorter, de façon qu'elles soient parfaitement informées du problème avant de prendre leur décision;
- d'améliorer l'éducation sexuelle dans les écoles, notamment en multipliant les cours de formation des enseignants; et
- d'incorporer la planification de la famille dans les services sociaux et les services de santé publique, à tous les niveaux.

#### F. Droit à l'éducation

L'ancienne loi de 1959 relative à l'école populaire (Folk School) a été remplacée en 1969 par une loi sur l'école de base (Basic School), qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1971. A partir de cette date, la durée de la fréquentation scolaire obligatoire a été portée à 9 ans.

Le premier alinéa de l'article 12 de la loi No 24 du 13 juin 1969 sur l'école de base est ainsi libellé :

"Les enfants et les jeunes ont le droit et l'obligation de fréquenter l'école élémentaire, à moins qu'ils ne reçoivent une éducation équivalente d'une autre source."

Le troisième alinéa du même article dispose en outre que la fréquentation scolaire reste obligatoire jusqu'à ce que l'élève ait achevé sa neuvième année d'études, étant entendu que, dans des cas exceptionnels, un élève peut être autorisé à quitter l'école après huit années de scolarité.

Le Gouvernement compte en outre présenter un projet de loi qui rendra les dispositions de la loi sur l'école de base applicables également aux enfants atteints de déficiences fonctionnelles.

En vertu de la loi No 49 du 19 juin 1969 concernant le soutien financier aux jeunes qui poursuivent des études supérieures, l'Etat fournit une aide économique aux étudiants qui doivent parcourir chaque jour une longue distance entre leur domicile et l'établissement d'enseignement qu'ils fréquentent; il fournit aussi une assistance financière aux jeunes obligés de résider hors de leur foyer pendant leurs études, ainsi que des indemnités spéciales calculées d'après la situation économique des parents ou de l'élève lui-même. L'Etat consent également des prêts à faible intérêt aux personnes qui les demandent à des fins d'éducation. La loi du 6 mars 1970 concernant les subventions aux écoles privées fixe les règles régissant les subventions de l'Etat à ces écoles ainsi que les conditions requises pour leur obtention. Pour qu'une école privée puisse être subventionnée par l'Etat, il faut soit qu'elle ait un caractère expérimental, soit qu'elle ait été fondée pour des motifs religieux ou éthiques, soit encore que les écoles publiques soient en nombre insuffisant (article premier de la loi).

#### G. Droit de participer librement à la vie culturelle

Les services culturels généraux ont récemment été développés et étendus à des groupes spéciaux de la population, au moyen d'ouvertures de crédit exceptionnelles de l'Etat. Les services culturels destinés aux enfants et aux jeunes ont été améliorés et complétés dans les domaines suivants : sports, théâtre pour les enfants, écoles de musique, bibliothèques scolaires, etc. On a amélioré aussi les moyens d'étude et autres formes d'activités mis à la disposition des personnes âgées, et des ouvertures de crédit exceptionnelles ont été octroyées par l'Etat pour améliorer les services culturels destinés aux personnes atteintes de déficiences fonctionnelles. La loi No 80 du 18 juin 1971, par exemple, qui concerne les bibliothèques publiques et scolaires a remplacé la législation antérieure en la matière. Elle dispose que les comtés, municipalités, écoles élémentaires et hôpitaux doivent tous être dotés de bibliothèques qui seront subventionnées par l'Etat et chargées de diffuser les connaissances et de favoriser l'éducation et autres activités culturelles en mettant gratuitement à la disposition générale des livres et autre matériel approprié. Au moyen d'ouvertures de crédit exceptionnelles prélevées sur les recettes fiscales, des fonds ont été réservés pour l'installation de bibliothèques pour les aveugles.

#### 2. Loi No 21 du 17 avril 1970 sur les droits des auteurs d'inventions dans les entreprises

La loi repose sur l'idée que quiconque fait une invention alors qu'il est au service d'une autre personne a les mêmes droits que tout autre inventeur. Elle apporte néanmoins certaines restrictions à ce principe. Ainsi, l'employé peut, dans certains cas, être tenu de mettre son invention à la disposition de son employeur, moyennant rémunération.